

## Ce moment que nous vivons là

Au travers de ses derniers ouvrages et interventions, la philosophe Barbara Stiegler utilise sa boîte à outil de généalogiste du néolibéralisme et de spécialiste des questions de santé pour relater ses réflexions issues notamment d'expériences sur le terrain : des gilets jaunes [4] à la pandémie de Covid19 [5], elle tente une analyse en temps réel de "ce moment que nous vivons", fournissant une lecture féconde pour la réflexion politique sur fond de retour au "texte républicain". Très modestement ce petit texte voudrait ébaucher en quoi nous touchons là une démarche remarquable du généalogiste qui va sur le terrain et en quoi cela peut être fécond pour la pensée politique partagée et démocratisée, réinscrite dans l'héritage de "l'esprit démocratique des lois" [2], en ces temps de nécessaire transition.

### Pandémie

*"Ce que les intellectuels ont découvert depuis la poussée récente, c'est que les masses n'ont pas besoin d'eux pour savoir ; elles savent parfaitement, clairement, beaucoup mieux qu'eux ; et elles le disent fort bien. Mais il existe un système de pouvoir qui barre, interdit, invalide ce discours et ce savoir. pouvoir qui n'est pas seulement dans les instances supérieures de la censure, mais qui s'enfoncé très profondément, très subtilement dans tout le réseau de la société (...) le rôle de l'intellectuel n'est plus de se placer "un peu en avant ou un peu à côté" pour dire la vérité muette de tous ; c'est plutôt de lutter contre les formes de pouvoir là où il en est à la fois l'objet et l'instrument : dans l'ordre du "savoir", de la "vérité", de la "conscience", du "discours".<sup>1</sup>*

Ce texte de 1972 garde une actualité en ce qu'il manifeste la nécessité d'objectiver les outils d'une pensée en train de se faire quand elle émane du collectif. Plus que jamais, la période que nous vivons appelle à comprendre de tels terrains de partage pour nourrir une pensée du *politique* prenant en compte le kaléidoscope du réel dans toutes ses couleurs et toutes ses voix.

Dans son texte *"de la démocratie en pandémie"* [5], Barbara Stiegler<sup>2</sup> souligne bien en quoi la Covid-19 ne doit pas être prise au sens minimaliste du mot pandémie mais *transversalement*, dans un sens plus vaste que la diffusion mondiale d'un virus : tous les vivants (tous = *pan*) sont menacés de mort. Nous basculons dans un autre monde ; C'est la répétition à plus grande échelle d'un phénomène déjà vu avec le SIDA où le « Tous » désignait l'universalité de la menace à travers la sexualité qui concerne tout le monde : beaucoup de choses changent, il y a un *avant* et un *après*, définitif.

Citant Richard Horton, rédacteur en chef du *Lancet* qui montre que cette épidémie à diffusion mondiale est une *syndémie multifactorielle* en ce que l'état de santé des populations fragiles précarise un système de santé -au sens large- déjà mal en point (habitat, qualité de l'air, agriculture, nutrition, santé en ville et au travail, égalité devant le soin).

De fait, le virus est le révélateur de l'état des populations minées par les pathologies chroniques. Le cocktail formé par le virus, les maladies chroniques préexistantes et le vieillissement en mauvaise santé, accroît la fragilité immunitaire sur fond de faible information des populations quant à leur capacité à s'approprier les mesures sanitaires ou à les adopter pour soi (facteur de risque méconnu).

Comme l'accès aux services de santé et leur niveau sont inégaux selon la localisation et le niveau de vie, le virus traverse les espaces révélant l'état réel des populations (santé, éducation, niveau de prise en charge) qu'on imaginait plus robustes (dans notre monde "moderne"). Il révèle aussi que le terrain des inégalités sous jacentes est à l'origine de ces fragilités : services de santé sous tension, services publics inégaux et inégalement répartis, précarité, vétusté de l'habitat, différence d'âges "en bonne santé" selon les différentes couches sociales...

Cette pandémie ne touche pas tout le monde mais atteint la démocratie. Barbara Stiegler souligne ainsi que l'interrogation des multiples causes du covid devrait être le socle d'une véritable politique de santé publique : un domaine de savoir à l'intersection de plusieurs champs disciplinaires qui ne semblent conflictuels qu'en apparence s'ils sont mal maîtrisés par les acteurs.

Si l'épidémiologie utilise les modèles mathématiques, l'approche globale de la santé publique implique les sciences sociales et la pensée politique. Or le modèle démocratique devrait s'opposer au dirigisme tactique

1. Michel Foucault, *Les intellectuels et le pouvoir*, entretien avec G. Deleuze, n° 106 [1] t.1

2. L'essentiel de cette partie provient d'une prise de note à la volée des entretiens accordés par Barbara Stiegler à la librairie Mollat : <https://tinyurl.com/stieglermollat>  
à Mediapart : <https://tinyurl.com/stieglermediapart>  
et à François Ruffin : <https://tinyurl.com/stieglerruffin>

qu'on surprend à user du *nudging* ou d'une communication séquencée et très contrôlée (timing médiatique et éléments de langage).

En santé publique, on ne peut donc pas réfléchir au sein d'une seule discipline ni tout seul. Les habitudes de notre modèle démocratique sont ébranlées par l'incertitude et les changements rapides (voire imprévisibles notamment dans le pilotage présidentiel français que certains trouvent assez solitaire quand il instrumentalise un conseil scientifique dont il a choisi les membres pour établir une « doctrine sanitaire » qui ne cesse paradoxalement de changer au gré du contexte, de la disponibilité des masques, des tests, ou de tel ou tel vaccin).

Ce tract [5] souhaite ainsi redonner voix au citoyen et aucunement dénoncer quelques *complots* imaginaires. Spécialiste de Nietzsche, l'auteur indique que ce dernier a montré que, dans notre métaphysique et dans notre grammaire, l'analyse peut en effet facilement prendre une tournure complotiste : devant les événements, on cherche historiquement toujours un coupable. Le complotisme n'est pas l'apanage des classes populaires. Le déjouer implique de chercher les lignes multifactorielles des causes comme le fait le généalogiste : il nous faut faire la généalogie des modes de pensée et de gouvernement qui nous traversent.

La démarche de Barbara Stiegler interpelle en ce qu'elle est une philosophe, protégée par son statut d'universitaire, qui a voulu sortir du confort de son bureau pour aller sur le terrain en rejoignant les gilets jaunes [4]. Elle convient qu'elle s'est ainsi exposée en se mettant dans la ligne de mire de ceux qui veulent en faire un complotiste. Mais la critique n'est pas l'accusation du complot. Elle dénonce ainsi non pas un complot mais plus simplement un entêtement des dirigeants dans des programmes qui, pris dans l'instantanéité d'une réaction court-termiste de la matrice néo-libérale dominante et refusant l'analyse complexe, retournent vers la fabrique du consentement comme vers un outil totem de contrôle des populations à visée purement économique. Une démarche qui utilise ici l'accident "pandémie" comme une *aubaine* au service de la logique néolibérale.

Ainsi, malgré tout, la mondialisation restant le modèle, la fermeture des frontières n'est-elle intervenue que tardivement, du moins pour les hommes d'affaires<sup>1</sup>.

Le confinement contrarie la mobilité voulue par la mondialisation mais dans le même temps accélère la transition numérique : cette aubaine est saisie par l'éducation et les *Ed-Tech*. Mais à l'occasion des fermetures des lieux d'enseignement lors des confinements, tout enseignant a pu saisir à quel point le *présentiel* actif était l'irremplaçable moment où le savoir est mobilisé et contextualisé dans le travail du collectif qui se l'approprie à travers l'élaboration d'une rationalité partagée.

Là même, cette rationalité partagée fonde en retour ce même collectif. Travail qui fonde la pensée commune, la *com-préhension* en même temps que la *co-élaboration* de la chose commune, *res-publica*, la république.

Bien que l'outil soit remarquable (quand il marche...), la connexion numérique ne parvient pas à générer réellement ce terrain commun d'échange, constituant républicain de l'éducation.

B. Stiegler va plus loin : "*C'est le projet néolibéral que de le dissoudre*". Privatiser la relation éducative, la réduire à une relation de face à face et non plus de collectif. Un face à face entre un individu ou une famille seule et des prestataires de services.

La formation du capital humain est ainsi un enjeu de mise en compétition des individus facilitée par l'isolement et la sélection. Il y a là un effacement du rapport à la Cité. Démocratie et pédagogie se séparent.

Si l'on peut trouver le trait un peu forcé, c'est qu'en effet à mieux y regarder, les modes *présentiel* et *distanciel* (mode dégradé) ne sont pas complémentaires mais restent en conflit sur ce terrain même de la démocratie : le *distanciel* heurtant le projet républicain tel que déployé ci-dessus parce que la présence y devient une option.

On verra le contenu républicain du système éducatif en le privatisant, "*au risque de faire disparaître nos institutions de formation*".

Ainsi l'infantilisation de nos conduites depuis le début de la pandémie (limitation de circulation, attestation dérogatoire, ton paternaliste vers les populations ou faussement laudateur des soignants par ailleurs maltraités, etc..) et les vocabulaires qui l'accompagnent travaillent à l'*adaptation* du sujet au monde plus étroit qu'on lui construit.

Pour Barbara Stiegler, refuser ce lexique permet de mettre à distance cette façon de penser que l'individu seul serait a priori irrationnel et qu'il faudrait dépasser le modèle basé sur la rationalité du citoyen et du collectif en fabriquant son consentement et l'acceptabilité sociale des réformes. L'économie comportementale renforcée par les neurosciences, réactivant l'idée lippmannienne selon laquelle nous sommes plein de biais

---

1. entretien à la librairie Mollat, *ibidem*

cognitifs, devient dominante : il faut guider les populations par des coups de pouce incitatifs (nudge). Mais ceci doit pour le moins faire débat dans la République.

La démocratie n'est pas une affaire d'opinion mais de savoir et la crise Covid pose des questions épistémiques et écologiques qu'il ne faut pas laisser aux seuls experts.

Héritée de la crise du VIH où l'*aura* du magistère médical a du laisser de la place au patient pour établir les stratégies de soin, la *démocratie sanitaire* doit impliquer davantage tous les soignants. La santé devient politique et adulte au lieu d'être infantilissante pour le patient tenu en état de minorité :

«*Faire de la santé publique c'est affronter du social et du politique et pas seulement entériner du médical. On est au début.*»

L'hôpital très hiérarchisée est gangrenée par le management et étranglée par la T2A (tarification à l'acte). Mais ville et campagne sont aussi des lieux de soins où les problématiques de santé circulent tout autant.

## Politeia

Ainsi, au delà du seul domaine de la santé, les institutions d'éducation comme le monde politique devraient pouvoir devenir eux aussi des terrains de débat pérennes pour penser la science en y multipliant les éclairages, en les ouvrant aux citoyens et aux mouvements sociaux plutôt que de les refermer ou de les sur-numériser ce qui renvoie chacun chez soi : permettre plus d'auditeurs libres dans les universités, faire que les parcours s'individualisent (et non assujettissent), diversifier, catalyser, protéger et pérenniser les lieux de liberté d'expression du *penser ensemble*.

Le néolibéralisme n'est pas du tout un *laisser-faire* d'une hypothétique main invisible dans l'économie mais la transformation des institutions par l'Etat qui réforme tout le temps, ne laissant jamais de repos, de temps pour penser et choisir démocratiquement, dans une sur-stimulation permanente dopée par l'injonction d'innovation jusqu'à l'indigestion, transformant le droit et la société par des *adaptations* [3] permanentes au dernier spasme économique ou technique. Cette permanence du mouvement est, à travers l'innovation technologique ou managériale, le ressort de la croissance économique, généralisé à la société : comme une industrie technologique se doit d'innover en permanence pour rester compétitive sur le marché concurrentiel, une société d'individus-sujets-assujettis et responsables d'eux mêmes (capital humain) et de leur "petite entreprise individuelle" doit rester "en mouvement".

Mais pour aller où ?

La *politeia* allie la citoyenneté au mode d'organisation de la cité. Ainsi, par extension, la politique ne peut plus être simplement le refuge d'une petite corporation pétrie d'entre-soi et endogame aux lobbies faisant face à "la société civile", ni le pavlovien hoquet messianique d'une élection quinquennale...

Elle peut devenir le lieu d'un travail collectif permanent sur les idées et représentations. A l'instar de la santé, l'individu ne doit plus être mis à l'isolement et sans contact, mais vivre un retour à l'échange régulier avec ses pairs. Il ne faut plus traiter les crises quand elles ont eu lieu mais habiter le monde en le regardant sans œillères et en agissant dessus au quotidien pour les prévenir, après une vraie et équitable concertation mobilisant le rapport science-savoir-démocratie dans les universités, les hôpitaux, les lycées, les entreprises ou les champs.

Entretenir une réflexion ouverte et permanente sur ce qui se détruit et ce qu'il convient de construire ou de préserver : non pas pour restaurer l'ancien ou subventionner voire perfuser ce qu'il en reste mais pour repenser l'inscription des missions de chacun de ces domaines dans le monde tel qu'il évolue à savoir : sur fond d'effondrements écologiques en cours, face à la précarisation et à l'accroissement des inégalités sociales et économiques.

C'est à ça, me semble-t-il, que Barbara Stiegler nous invite.

Ajoutons - du moins je le comprends comme tel- qu'il s'agit plus de réhabiliter la confiance - et donc la puissance- dans les institutions républicaines et démocratiques par un retour à leur esprit que de renverser la table par une égalisation des voix et des rôles qui conduiraient sans doute au chaos, sinon à perdre beaucoup de temps. Comme le souligne Dominique Schnapper<sup>1</sup>, l'idée d'égalité pourrait se corrompre dans la recherche de "l'identité de tous" qui veut que toute catégorisation serait discriminatoire. La recherche de la distinction, dénoncée par Bourdieu comme participant d'une société inégale, "*existe précisément parce que les individus sont formellement égaux*" :

«*La pluralité des ordres, des idées et des pouvoirs appartient au patrimoine intellectuel et politique de la démocratie ; c'est la distinction entre l'ordre politique et l'ordre religieux, entre*

---

1. [2] p 144 et 145

*la vie publique et la vie privée, entre les différents pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, qui spécifie la démocratie et l'oppose aux régimes théocratiques ou totalitaires.»*

La démocratie organise des séparations qui placent la citoyenneté au dessus des aspirations identitaires et les hommes dans un lien avant tout juridique et politique. Il importe de protéger les normes, les institutions, les routines de la vie collective - sans s'interdire de les interroger- à partir des éléments de tradition sans procéder à une remise à zéro perpétuelle :

*« L'indétermination des rôles et des fonctions sociales engendre l'angoisse collective qui empêche de s'entendre pour faire société.» [2]p237*

En ayant en tête cet avertissement et en regardant l'idéalisme apparent du chantier ébauché par Barbara Stiegler, on pourrait légitimement douter de la faisabilité de ce dernier. Mais si l'on intègre le regard acéré qu'il implique, la lecture quasi philologique (du texte de nos sociétés) qu'il sous entend, l'éveil du collectif qu'il appelle et que catalyserait une Politique re-légitimée, le chantier est indéniablement là.

On peut l'ignorer, mais pouvons nous nous endormir et faire abstraction de ce mouvement en nous même qui cherche à décrypter en permanence ce sol sur lequel nous marchons en même temps que nous y marchons ? Et parce qu'on le regarderait ensemble, on peut espérer améliorer la démocratie qui ne cherche qu'à choisir ce que nous vivons et pas simplement à nous y *adapter* dans une résilience qu'on nous vendrait pour un progrès mais qui ne serait qu'une réduction de nous-même.

Toujours au regard de cette urgence qui servira demain à recourir aux pires restrictions, les politiques seraient alors inspirés d'être - vite- les catalyseurs plutôt que les repousseurs d'une telle réhabilitation de la chose commune. Faisant des émules, ils permettraient d'accompagner une repolitisation de chacun, au sens noble du terme.

## Références

- [1] Michel FOUCAULT. *Dits et écrits, tomes 1 et 2*. Quarto-Gallimard, 2001.
- [2] Dominique SCHNAPPER. *L'esprit démocratique des lois*. nrf, 2014.
- [3] Barbara STIEGLER. *Il faut s'adapter*. nrf-essais, 2019.
- [4] Barbara STIEGLER. *Du cap au grèves*. Verdier, 2020.
- [5] Barbara STIEGLER. *De la démocratie en pandémie*. Tract-Gallimard n° 23, 2021.